

Transition énergétique

Les banques se mobilisent

• Une feuille de route sera dévoilée incessamment

• Cependant, il faudra beaucoup sensibiliser les entreprises aux enjeux de la migration

100 milliards de dollars! C'est le montant plancher annuel de l'aide climatique qui devrait être apportée aux pays en développement pour les accompagner à atteindre les objectifs de l'accord des parties de Paris (COP21). Pour les pays africains, la transition vers une économie bas carbone coûtera des sommes colossales. «L'ampleur des besoins est telle que nous ne pouvons pas nous appuyer uniquement sur l'aide des pays du Nord. Il est impératif que nos Etats mettent en place des mécanismes de mobilisation de ressources qui leur sont propres. La transition de l'Afrique vers une économie plus durable exige l'émergence d'un marché financier africain vert à même de l'accompagner», a soutenu Abdellatif Jouahri, gouverneur de Bank Al-Maghrib au forum international organisé par BMCE Bank of Africa sur les marchés financiers verts en Afrique.

En tête de liste, les banques ont un rôle important à jouer dans la transition vers une économie verte. Othman Benjelloun, président de BMCE Bank of Africa et du GPBM, a profité de la rencontre du 12 oc-



Le forum international de BMCE Bank of Africa sur les marchés financiers verts en Afrique a réuni notamment (au premier plan) Othman Benjelloun, président du GPBM, Abdellatif Jouahri, wali de Bank Al-Maghrib, Josué Tanaka, directeur climat à la Berd ou encore Nizar Baraka, président du Conseil économique, social et environnemental (Ph. Jarfi)

de gaz à effet de serre. Ce qui est sûr, elles seront plus sensibles à la dimension environnementale pour les projets d'investissements qui leur seront soumis. «Les banques sont prêtes à s'engager pour identifier, dans leurs portefeuilles d'actifs bancaires, le risque carbone et évaluer son impact selon une approche qui sera déterminée incessamment», indique Benjelloun. Les critères environnementaux seront pris en compte dans la notation des clients. De même, Bank Al-Maghrib notera les établissements eux-mêmes, pour partie sur leur propension à financer les projets verts et à encourager les investissements énergétiques.

faire adhérer les entreprises à l'intérêt de ce chantier. «Il faudra de la sensibilisation et de la formation, mais aussi du renforcement des capacités», insiste Said Mouline, chef du pôle partenariat public/privé de la COP 22. En tout cas, la banque centrale se tient

prête à élargir ses actions pour soutenir la finance durable dès que la demande sera plus robuste. «Nous sommes prêts à mettre en place un mécanisme de refinancement pour encourager l'octroi des crédits destinés aux investissements verts», promet Lhassane Benhalima, directeur de la supervision bancaire.

L'obligation des audits énergétiques pour les entreprises dont la consommation d'énergie thermique et ou électrique dépasse un certain seuil (1.500 tep pour les industriels par exemple)

pourrait faire bouger les choses. □

F.Fa

Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com

Une nouvelle ligne pour les investissements verts

APRÈS un prêt initial de 20 millions d'euros en mars 2015, BMCE Bank of Africa a bénéficié d'une nouvelle ligne de 35 millions d'euros auprès de la Berd, la BEI et l'AFD dans le cadre du programme Morseff. L'enveloppe est destinée au financement des investissements dans l'efficacité énergétique. L'offre de la banque et sa filiale Maghrebail comprend des conditions tarifaires préférentielles, un accompagnement technique gratuit et une subvention d'investissement. «La première ligne de crédit a été épuisée rapidement», s'est félicité Brahim Benjelloun-Touimi, administrateur directeur général exécutif BMCE Bank of Africa lors de la signature de l'accord de prêt. Les financements ont bénéficié à une quarantaine d'entreprises principalement dans le transport et l'industrie. □

tobre pour lancer «l'appel de Casablanca» pour une initiative coordonnée, multi-africaine, publique, privée et multinationale en faveur de l'institutionnalisation et de la promotion de la finance durable.

Aujourd'hui, les groupes bancaires marocains sont fortement mobilisés dans le financement des grands projets. Au-delà des grands projets publics, la réussite de la transition nécessitera aussi des investissements au niveau des entreprises. L'accompagnement des projets liés à l'efficacité énergétique est naissant. Ce sera sans doute l'un des marchés à forte croissance pour les banques à l'avenir. Mais au-delà de soutenir les investissements verts, les banques peuvent aussi empêcher la construction par exemple d'usines fortement émettrices

De façon générale, la banque centrale en concertation avec la profession travaille sur une feuille de route pour soutenir le développement de la finance durable. Elle songe, entre autres, à l'instauration de règles prudentielles incitatives. L'ensemble du dispositif devrait être dévoilé dans les prochains mois. Cela dit, le travail qui se fait pour développer l'offre ne sera porteur que s'il y a une demande en face. Or, pour l'instant, nombre d'entreprises n'ont pas encore pris conscience des enjeux. Sinon, les obstacles selon les opérateurs portent sur le coût de la technologie, la rapidité de l'innovation, l'absence de prestataires qualifiés sur le marché ou encore la méconnaissance des mécanismes et des sources de financement. Il faudra beaucoup de communication pour